

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/NOP/4

22 février 1996

(96-0662)

Groupe de travail des obligations et procédures de notification

REUNION DU 7 FEVRIER 1996

Président: M. A. Shoyer (Etats-Unis)

Note du Secrétariat

1. Le projet d'ordre du jour de la quatrième réunion du Groupe de travail, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/247 du 18 janvier 1996, a été adopté.

Introduction

2. Ouvrant la réunion, le Président a passé en revue le programme de travail pour l'année en cours. Il a estimé que le programme global du Groupe comportait trois étapes: la première étape avait été réalisée pendant les trois réunions tenues en 1995, qui avaient permis d'identifier les problèmes à résoudre dans ce domaine et d'établir un inventaire des questions devant être examinées en détail. La présente réunion marquait le début de la deuxième étape, au cours de laquelle les questions identifiées l'année précédente seraient examinées individuellement et en détail. La troisième étape consisterait pour le Groupe à établir le rapport et les recommandations qu'il présenterait au Conseil du commerce des marchandises. S'agissant du calendrier, le Président a estimé que le rapport du Groupe devrait être présenté au Conseil suffisamment longtemps avant la Conférence ministérielle de décembre. Par conséquent, l'examen détaillé devrait être terminé d'ici à la fin juillet, le rapport et les recommandations étant établis en septembre ou au début octobre.

3. A cet effet, le Président a fait savoir que, comme il en avait été question à la réunion précédente, un jour au début de chaque mois avait été réservé pour les réunions: 8 mars¹, 12 avril, 3 mai, 6 juin, 3 juillet et 10 septembre.

4. Le Président a noté que l'ordre du jour de la réunion en cours proposait l'examen de deux points: premièrement, la question du double emploi et du chevauchement des obligations de notification énoncées dans l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Subventions") et dans l'Accord sur les subventions et l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC); et deuxièmement, trois aspects de la simplification des prescriptions concernant les données et de la normalisation des modes de présentation. Etant donné le caractère hautement technique de ces questions, le Président a encouragé les membres à fournir par écrit des données qui faciliteraient les discussions au Groupe ainsi que les examens effectués par des experts dans les capitales.

¹A la réunion, la date du 8 mars a été mentionnée, mais la réunion suivante a ultérieurement été fixée au lundi 11 mars dans l'après-midi.

Point 2 a) de l'ordre du jour - Obligations de notification qui font double emploi ou se chevauchent

5. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a communiqué un document qui a été distribué à la réunion et est reproduit sous la cote G/NOP/W/7. Il a suggéré que ce document pourrait servir de point de départ à de nouvelles discussions, étant donné qu'il proposait trois approches de la question du double emploi ou du chevauchement des obligations énoncées dans l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les subventions. La première approche ne modifierait en rien les arrangements existants, mais le Groupe pourrait décider de revoir ces arrangements ultérieurement, à une date déterminée, lorsque les Membres auraient fait l'expérience d'un cycle complet de notifications suivant le mode de présentation actuel. La deuxième approche proposée par la Nouvelle-Zélande consisterait à élaborer un mode de présentation révisé pour des notifications concernant les subventions à l'agriculture, combinant les deux séries d'obligations, de sorte qu'il y aurait un seul mode de notification satisfaisant aux prescriptions des deux accords. La troisième approche consisterait à garder le mode de présentation des notifications relevant de l'Accord sur l'agriculture et d'y ajouter les renseignements qualitatifs supplémentaires devant être fournis dans la notification prévue par l'Accord sur les subventions, afin de satisfaire aux prescriptions de ces deux accords par le biais d'un seul mode de présentation.

6. Plusieurs délégués ont pris la parole au titre de ce point de l'ordre du jour pour donner leur avis sur les trois approches proposées dans le document de la Nouvelle-Zélande. Ils ont souligné que cet avis était préliminaire car ils venaient de recevoir le document et l'avaient transmis aux administrations centrales afin que son contenu soit examiné de manière approfondie; ils poursuivraient donc le débat lors d'une réunion future.

7. Plusieurs délégués ont fait savoir qu'ils préféraient la première approche consistant à n'apporter pour l'instant aucune modification aux modes de présentation existants. A leur avis, il était trop tôt pour entreprendre un examen des procédures de notification étant donné qu'ils n'avaient pas encore l'expérience d'un cycle complet de notifications dans les domaines des subventions et de l'agriculture. Il a été noté à cet égard que certains Membres n'avaient pas encore fait de notification au titre de l'Accord sur les subventions, et que de nombreuses notifications prévues dans l'Accord sur l'agriculture devaient être présentées plus tard en 1996. Certains délégués ont estimé que le Groupe ne disposait pas de suffisamment de renseignements de base pour formuler des avis ou des recommandations fiables sur cette question. D'autres ont considéré que les prescriptions existantes en matière de notification n'avaient pas posé de problème grave: il n'y avait pas, sur ce point, de chevauchements importants entre les deux accords et des modifications de fond n'étaient donc pas justifiées. Il a également été dit qu'adopter la première approche ne serait pas incompatible avec le mandat du Groupe, car il pourrait être recommandé de reconduire le programme de travail actuel ou d'en élaborer un nouveau dans ce domaine.

8. Certains délégués n'étaient pas favorables à la première approche car ils craignaient que le maintien du *statu quo* ne retarde l'examen du problème de double emploi et ne corresponde pas au mandat du Groupe dans ce domaine. A leur avis, une certaine harmonisation et simplification était possible et le Groupe devrait en conséquence continuer à chercher des solutions au problème de double emploi en se fondant sur les modes de présentation et les notifications dont il disposait. Une autre possibilité dans le contexte de la première approche était que cet examen soit considéré comme un processus continu et que le Groupe, ayant progressé autant que possible dans les discussions en cours, recommande notamment que les travaux soient repris après un certain laps de temps.

9. Des délégations ont estimé que les deuxième et troisième approches constituaient une bonne base pour un débat de fond au Groupe. Il était possible d'harmoniser les modes de présentation existants et ces approches en donnaient les moyens. Il a été souligné qu'un modèle unique pour les notifications au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions simplifierait la procédure administrative en supprimant la double collecte de renseignements sur les mêmes programmes. Certaines

prescriptions de l'Accord sur les subventions concernant les exposés ou les renseignements à fournir se retrouvaient dans l'Accord sur l'agriculture; c'était le cas, par exemple, pour les titres des programmes et leurs modalités d'application. S'agissant des prescriptions concernant les renseignements sur le "montant unitaire de la subvention" et sur les effets de la subvention sur le commerce, le problème serait plus difficile. Néanmoins, il serait bon d'envisager la possibilité de les inclure dans le modèle de notification prévu pour l'Accord sur l'agriculture afin d'obtenir une notification unique, sans pour autant modifier les obligations ou les prescriptions en matière de renseignements énoncées dans les deux accords.

10. Les délégations se sont dites favorables à l'examen de ces approches, mais il a été souligné que, dans un tel débat, la transparence ne devait pas être réduite et les obligations juridiques devaient être pleinement respectées. Dans cette optique, il a été dit que l'examen ne pouvait être productif que s'il était considéré comme un exercice limité et indépendant, les débats ne sortant pas de ce cadre spécifique. Les délégations se sont toutefois dites préoccupées par le fait que la deuxième approche pourrait amener à modifier les obligations des Membres, ce qui prendrait du temps et serait très difficile à réaliser.

11. S'agissant des procédures de présentation d'une notification unifiée proprement dites, on s'est demandé s'il devrait y avoir deux notifications distinctes, un document portant une double cote ou un renvoi. Une autre question serait le calendrier de présentation des notifications dans les cas où il y aurait déjà des prescriptions légales.

12. Outre les trois approches présentées dans le document dont le Groupe était saisi, il a été suggéré qu'une quatrième approche, consistant à proposer des modifications des obligations expressément énoncées dans les deux accords, pourrait être envisagée, en particulier si le Groupe jugeait les autres approches insuffisantes. Il a été admis qu'il serait difficile d'effectuer un tel examen, autorisé par le mandat du Groupe, tant qu'un cycle entier de notifications n'aurait pas été achevé, mais que cela était théoriquement possible. Il a été souligné que toute proposition visant à modifier les procédures de notification devait respecter les caractéristiques et les incidences juridiques différentes de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions.

13. Le délégué des Etats-Unis a présenté un document sur la question du double emploi/chevauchement des prescriptions de notification de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions, qui comportait trois points: i) Accord sur les subventions: envisager l'élimination des prescriptions en matière de communication de renseignements sur le montant unitaire de la subvention et sur les effets de la subvention sur le commerce, sauf lorsque ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus pour des programmes qui visent des produits déterminés; ii) le mode de présentation des notifications utilisé dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture pourrait être aménagé de façon à prendre en compte les prescriptions de fond de l'Accord sur les subventions et de l'Accord sur l'agriculture; et iii) les renseignements intégrés sur les programmes de subventions à l'agriculture devraient être notifiés intégralement tant au Comité de l'agriculture qu'au Comité des subventions. Ce document est distribué sous la cote G/NOP/W/8.

14. Un certain nombre de délégués ont pris note avec satisfaction du document des Etats-Unis mais n'étaient pas en mesure, à ce stade, de présenter des observations de fond. Ils se sont engagés à examiner ce document de manière approfondie et à faire des observations à une réunion future.

15. Passant à la question du double emploi ou du chevauchement des prescriptions de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) et de l'Accord sur les subventions, il a été noté qu'un éventuel double emploi aurait peu d'incidence dans la pratique, car la notification prévue à l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC ne devait être présentée qu'une seule fois, et ce, dans un délai de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Les

modifications introduites conformément à l'article 5:4 devaient être notifiées ultérieurement sur une base *ad hoc*, et non régulièrement ou de manière continue. Par conséquent, des Membres pourraient maintenir des MIC pendant un certain temps, mais ne seraient tenus de les notifier qu'une seule fois au titre de cet accord; le Groupe n'avait donc guère de raisons de prendre des mesures pour remédier à un double emploi qui ne se reproduirait pas (voir également les observations présentées à ce sujet dans le document G/NOP/W/8).

Point 2 b) de l'ordre du jour - Simplification des prescriptions concernant les données et normalisation des modes de présentation

16. Ouvrant le débat, le Président a rappelé que, lors de discussions antérieures, trois suggestions avaient été faites, concernant l'identification des modes de présentation/questionnaires nécessitant la communication de renseignements allant au-delà des prescriptions spécifiques des accords pertinents, les domaines additionnels pour lesquels des modes de présentation/questionnaires pourraient être mis au point, et les domaines dans lesquels des modes de présentation/questionnaires communs à plusieurs obligations de notification pourraient être fusionnés.

17. Il a été souligné que les renseignements concernant le montant unitaire de la subvention qui devaient être communiqués au titre de l'Accord sur les subventions n'allaient pas nécessairement au-delà des prescriptions dudit accord, mais ne semblaient pas utiles dans la situation actuelle et encore moins pour ce qui était des subventions à l'agriculture, pour lesquelles de nombreux autres renseignements quantitatifs étaient demandés. D'autres délégués étaient d'avis que, puisque le "montant unitaire de la subvention" était mentionné à l'article 25 de l'Accord sur les subventions, les renseignements demandés dans le modèle de notification actuel n'allaient en aucun cas au-delà des prescriptions de l'Accord.

18. Au titre du même point de l'ordre du jour, la question a été posée de savoir si des lignes directrices pourraient être élaborées afin d'aider les Membres à s'acquitter avec précision de l'obligation de notifier les restrictions quantitatives dans le cadre de la Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives du Conseil du commerce des marchandises. A cet égard, il a été demandé si c'était au Groupe ou au Comité de l'accès aux marchés d'engager de telles discussions.

19. Le débat a ensuite porté sur la manière dont le Groupe devrait répondre aux points soulevés à propos des trois suggestions mentionnées au paragraphe 16. On pourrait proposer aux présidents des divers comités d'inscrire ces questions à l'ordre du jour de leurs réunions afin de les examiner et de transmettre au Groupe les idées éventuellement avancées au cours des débats. Il a également été proposé de confier l'examen de ces questions aux comités respectifs, qui disposaient de compétences techniques spécifiques, plutôt qu'au Groupe qui avait un mandat "global". Pour le moins, le Groupe ne devrait pas proposer de modifier les modes de présentation sans avoir demandé l'avis du comité concerné. Il a par ailleurs été souligné que les comités risquaient d'être réticents ou d'hésiter à apporter des modifications à leurs modes de présentation, et qu'il serait plus productif que cette discussion ait lieu au Groupe et que les résultats en soient communiqués aux comités concernés, éventuellement sous la forme d'une recommandation à examiner. Il a été suggéré que le Groupe débattenne de ces questions afin de définir les solutions possibles et les approches qui convenaient le mieux, eu égard à son vaste mandat qui lui permettait de traiter tous les types de problèmes et à sa vision globale de la situation dans ce domaine.

20. A la lumière des discussions sur ce point de l'ordre du jour, et en réponse aux suggestions spécifiques qui avaient été présentées, le Président a proposé d'envoyer une brève note aux présidents des comités concernés pour leur indiquer que le Groupe de travail avait débattu des questions énumérées au paragraphe 16 ci-dessus et continuerait à le faire, mais qu'il avait été suggéré qu'il pourrait être utile que les comités pertinents les examinent aussi, s'ils le jugeaient approprié.

Observations finales

21. Le Président a rappelé que, conformément au programme de travail envisagé pour la deuxième étape, il proposerait d'examiner en détail d'autres questions à la réunion suivante, qui aurait lieu le 8 mars.² Il s'agirait des obligations de notification qui faisaient double emploi ou se chevauchaient dans les domaines i) de l'agriculture/des procédures de licences d'importation et ii) des mesures sanitaires et phytosanitaires/des obstacles techniques au commerce, ainsi que de l'aide à fournir à certains pays en développement pour leur permettre de remplir leurs obligations de notification. Il espérait que cela donnerait aux délégations le temps d'étudier la documentation qui leur avait été communiquée à la présente réunion en vue du débat qui aurait lieu sur la question.

²A la réunion, la date du 8 mars a été mentionnée, mais la réunion suivante a ultérieurement été fixée au lundi 11 mars dans l'après-midi.